



VIANDE PORCINE

Fiche filière

À retenir

2,1 millions de tonnes équivalent carcasse de porcs produits en France
3^e producteur européen
36 % de la production exportée pour 1,9 milliard d'euros
33 % de la consommation importée pour 2,2 milliards d'euros



ORGANISATION

Les éleveurs sont regroupés dans 32 organisations commerciales de producteurs, appelées groupements de producteurs et issues du secteur coopératif. 90 % de la production porcine française est mise en marché par ces 32 groupements, et 10 de ces organisations commercialisent 75 % des porcs charcutiers mis sur le marché. Les groupements de producteurs sont fortement impliqués dans les maillons amont (génétique, alimentation animale, formation, conseil, aide au montage de projets) et aval (abattage-découpe, trading, transformation) de la production. Toutefois, au sein de la filière, l'industrie de la charcuterie reste encore relativement indépendante, ce qui lui permet de s'approvisionner pour partie sur le marché européen en fonction des opportunités de prix.



PRODUCTION

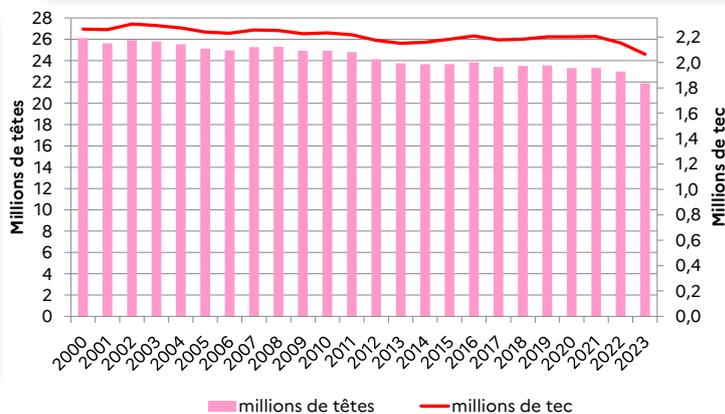
La France est le 3^e pays producteur de porc de l'Union européenne. Le cheptel en 2023 est de 12,2 millions de têtes, dont 0,9 million de truies et 7,0 millions de porcs à l'engraissement.

82 % de la production française est assurée par les élevages situés dans le Grand Ouest : Bretagne (58 %), Pays de la Loire (11 %), Nouvelle-Aquitaine (7 %), Normandie (6 %).

En 2020, la France comptait environ 8 500 sites d'élevage d'une taille significative (au moins 20 truies ou 100 porcs). Parmi ceux-ci, le modèle naisseur-engraisseur est nettement dominant. Il représente 44 % des sites et 62 % des porcs charcutiers (source IFIP d'après SSP).

La France a abattu en 2023 environ 21,9 millions de porcs, pour un volume de 2,1 millions de tec (tonnes équivalent carcasse), soit 10 % de la production européenne. Depuis 2000, la production a connu une baisse significative en têtes aussi bien qu'en volume.

Évolution de la production française 2000-2023



Source FranceAgriMer d'après SSP



PREMIÈRE TRANSFORMATION (ABATTAGE-DÉCOUPE)

En 2023, 29 abattoirs traitent en France plus de 100 000 porcs par an chacun. Ils concentrent 92 % des porcs charcutiers abattus à l'échelle nationale. Les 11 plus importants (790 000 porcs par an et plus) sont situés dans le Grand Ouest : 9 en Bretagne, 1 en Mayenne et 1 dans les Deux-Sèvres. Les deux entreprises en tête sur le marché national, Bigard et Cooperl Arc Atlantique, représentent respectivement de l'ordre de 23 % et 20 % des capacités d'abattage de porcs en France, avec plusieurs outils de grande capacité.



COMMERCIALISATION ET DEUXIÈME TRANSFORMATION (SALAISSONNERIE)

Sur les 2,1 millions de tec de porcs abattus en France, 618 000 tec sont exportées, soit près de 30 %, pour les deux tiers vers le marché intra-UE (Italie, Espagne, Belgique...) et pour le restant vers les pays tiers (Chine, Royaume-Uni, Philippines...). Les importations, quant à elles, représentent de l'ordre de 605 000 tec. Les 2,1 millions de tec disponibles après imputation des imports/exports sont destinés pour environ 570 000 tec à la commercialisation en frais (essentiellement de la longe) et pour environ 1,6 million de tec à l'industrie française de transformation (salaison principalement). L'industrie de la salaison produit de l'ordre de 1,1 million de tonnes de produits de charcuterie par an.

Plus de 400 entreprises de charcuterie-salaison-traiteur réalisent un chiffre d'affaires annuel de 9 milliards d'euros (2023). Le tissu économique est très majoritairement constitué de petites et micro-entreprises (76 %). Au total, cette activité emploie 32 000 salariés.

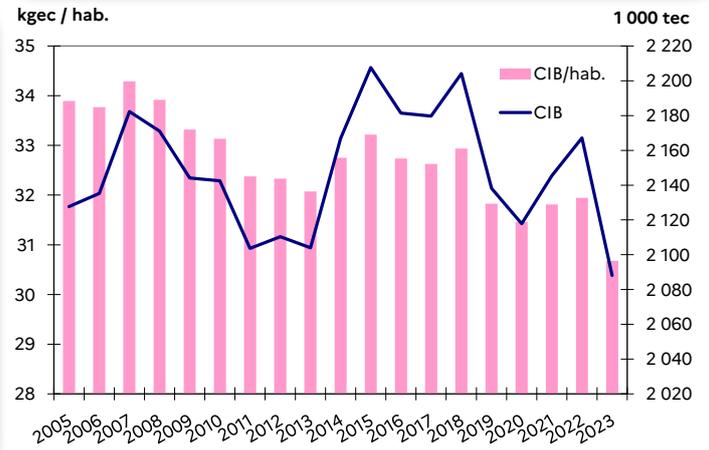


CONSOMMATION

En 2023, la consommation globale française (calculée par bilan) est de 2,1 millions de tec (tonnes équivalent carcasse), et la consommation moyenne par habitant de 30,5 kg équivalent carcasse. Les produits de charcuterie représentent de l'ordre des trois quarts de la consommation, les viandes non transformées un quart. L'année 2022 avait été marquée à la fois par une forte hausse des prix à la consommation, et par une légère reprise de la consommation globale de viande de porc en volume.

En 2023 par contre, l'inflation a reflué progressivement, si bien qu'au second semestre les prix des viandes ont tendu à se stabiliser à des niveaux supérieurs de ceux de 2022. Cette stabilisation n'a pas eu d'effet positif sur les volumes de porc consommés (- 3,7 % par rapport à 2022). Pour la seule consommation des ménages à domicile, le recul des volumes est un peu moindre (- 3,3 % pour le porc frais, - 1,8 % pour les charcuteries). Ces évolutions sont proches, quoiqu'un peu en retrait, de celle de l'ensemble des viandes de boucherie (- 3,6 % en volume).

Consommation française totale et par habitant



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française



ÉCHANGES

Les exportations françaises de produits porcins en 2023 sont de l'ordre de 618 000 tec auxquelles il faut ajouter 146 000 t d'abats, pour un chiffre d'affaires global de 1,9 milliard d'euros.

- viandes fraîches et congelées : 449 000 tec
- charcuteries et salaisons : 107 000 tec
- graisses : 34 000 tec
- animaux vivants : 29 000 tec

En valeur, les débouchés sont à 66 % intra-UE : Italie (12,8 %, 243 M€), Belgique (12,9 %, 245 M€), Allemagne (9,4 %, 178 M€)... et à 34 % vers les pays tiers : Chine (14,5 %, 275 M€), Japon (3,0 %, 57 M€), Philippines (4,3 %, 81 M€)...

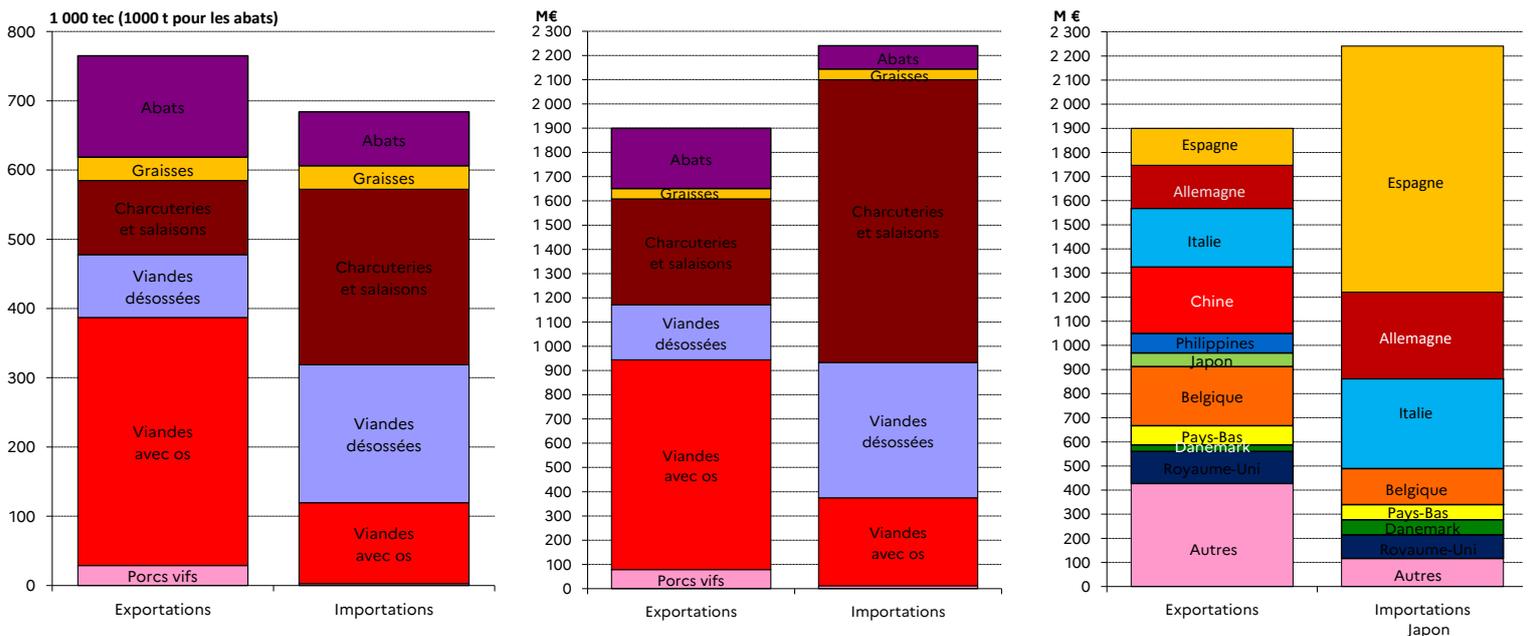
Les importations françaises sont de l'ordre de 605 000 tec en 2023 auxquelles il faut ajouter 78 000 t d'abats, pour un montant global de 2,2 milliards d'euros.

- viandes fraîches et congelées : 316 000 tec
- charcuteries et salaisons : 253 000 tec
- graisses : 34 000 tec

En valeur, le principal fournisseur de la France est l'Espagne (45,5 %, 1 020 M€) suivie de l'Italie (16,6 %, 372 M€) et de l'Allemagne (16,0 %, 359 M€).

La balance commerciale de la France est traditionnellement positive en tonnage (+ 13 000 tonnes en 2023). En valeur, en revanche, la structure déséquilibrée des échanges (exportations de matières brutes, importations de produits transformés ou semi-transformés) fait qu'elle a été globalement en déficit jusqu'en 2019. Exceptionnellement excédentaire en 2020 (+ 61 M€), et 2021 (+ 90 M€), du fait des importations massives de la Chine, elle est ensuite revenue à une situation de déficit en valeur (- 131 M€ en 2022, - 341 M € en 2023).

Échanges français (2023) par type de produit et par pays



Source : FranceAgriMer d'après douane française